

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 8 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BNP PARIBAS

1 boulevard Haussmann
75009 Paris

Références : E-23 - 2587

Code AIOT : 0006511103

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2023 dans l'établissement BNP PARIBAS implanté 6 bis, Avenue Gutenberg Parc d'activité Gustave Eiffel 77600 Bussy-Saint-Georges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BNP PARIBAS
- 6 bis, Avenue Gutenberg Parc d'activité Gustave Eiffel 77600 Bussy-Saint-Georges
- Code AIOT : 0006511103
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est un data center disposant d'une autorisation d'exploiter par arrêté préfectoral du 10 octobre 2005. Le site est classé aux rubriques 2910 selon le régime de l'enregistrement, 1185, 4734 et 2925 selon le régime de la déclaration.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérifications périodiques (Moyen de défense incendie, installations électrique, protection contre la foudre...);
- Point sur les différents incidents d'exploitation ;

- Capacité de rétention des eaux d'extinction ;
- Local Chaufferie ;
- Local Fluide ;
- Sensibilisation à la mise en place d'un plan de défense incendie ;
- Observation de la mise en place des mesures complémentaires à l'EDD de 2016.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Incidents	Arrêté Préfectoral du 10/10/2005, article 2.5.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/10/2005, article 7.3.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Moyen de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 10/10/2005, article 7.7.2	/	Sans objet
5	Consigne de sécurité	Arrêté Préfectoral du 10/10/2005, article 7.7.4	/	Sans objet
6	Local chaufferie	Arrêté Préfectoral du 10/10/2005, article 8.2.8	/	Sans objet
7	Stockages enterrés	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 3.5	/	Sans objet
8	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 4.3.6-	/	Sans objet
9	Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 6.3	/	Sans objet
10	Local chaufferie	Arrêté Préfectoral du 10/10/2005, article 8.2.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Confinement des eaux	Arrêté Préfectoral du 10/10/2005, article 4.2.4.2	/	Sans objet
12	Local chaufferie	Arrêté Préfectoral du 10/10/2005, article 8.2.4	/	Sans objet
13	Local de charge	Arrêté Préfectoral du 10/10/2005, article 8.4.3	/	Sans objet
14	Local de charge	Arrêté Préfectoral du 10/10/2005, article 8.4.1	/	Sans objet
15	Local Fluide	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 4.3	/	Sans objet
16	Local Fluide	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 6.b	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre quelques documents complémentaires permettant de vérifier la conformité du site et doit mettre en place une surveillance accrue des incidents survenant sur ses équipements de groupe froid.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2005, article 2.5.1
Thème(s) : Produits chimiques, Bilan environnemental – incidents
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Dans le cadre de ses activités l'exploitant a déclaré 3 fuites de fluides frigorigènes au cours de l'année 2022 pour une quantité totale d'émissions à l'atmosphère de 190,5 kg de R134A :

- le 20/10/22 sur l'équipement GF1-S6-A : 30kg de R134A;
- le 29/06/22 sur l'équipement GF3-S1-A : 91,5 kg de R134A;
- le 11/02/22 sur l'équipement GF3-S1-A : 69 kg de R134A.

Le 20 février 2023, la société a transmis le bilan environnemental de son activité au cours de l'année 2022. Ce document procède également à un recensement des émissions accidentelles de polluant. Ce rapport mentionne deux fuites de fluides frigorigènes :

- le 21/09/22 sur l'équipement GF1-S1-A : 10 kg de R134A;
- le 26/09/22 sur l'équipement GF3-S1-A : 91,5 kg de R134A.

Il apparaît donc que les éléments répertoriés dans le bilan environnemental ne correspondent pas aux incidents déclarés à la Préfecture de Seine-et-Marne durant l'année. Compte tenu du croisement de ces données, la quantité cumulée d'émissions accidentelles serait de 292 kg de fluide R134A.

En complément, l'inspection des installations classées a vérifié la déclaration GEREPP réalisée par l'exploitant au titre de l'année 2022. Celui-ci a déclaré 221 kg d'émissions diffuses.

L'inspection des installations classées note que les déclarations de l'exploitant sont incohérentes entre elles. Il semble donc que des incidents ayant entraîné des émissions à l'atmosphère n'ont pas fait l'objet de déclarations adéquates prévues à l'article R.512-69 du Code de l'environnement et que le suivi actuellement réalisé par l'exploitant ne permet pas de disposer d'une donnée fiable et consolidée des émissions accidentelles réelles de son installation. Cette remarque avait déjà été faite dans le cadre de la précédente inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2005, article 7.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Vérification annuelle

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification périodique Q18 daté du 23 octobre 2022 qui indiquait que le site ne présentait pas de risque d'incendie et d'explosion. Lors de la visite, il a été indiqué à l'inspection des installations classées que la dernière visite de vérification Q18 a été effectuée la semaine précédente mais que le rapport n'était pas encore

disponible.

L'exploitant a également présenté le rapport de visite Q19 daté du 28 avril 2023. Ce rapport contient 55 remarques. La société a présenté durant la visite un tableau de suivi des remarques sur lequel il est mentionné que 22 remarques ont été levées depuis la réception du rapport, notamment l'ensemble des remarques jugées prioritaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques chroniques, Vérification périodique

Prescription contrôlée :

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

« Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

« Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

« La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. »

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».

Remplace l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10/10/2005 dont les références et modalités sont obsolètes.

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la C.E. ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans. Une vérification est réalisée après travaux. Ou après impact de foudre dommageable.-comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impact issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.

Constats :

La dernière vérification des dispositifs de protection contre la foudre a été réalisée le 20 septembre 2023. Cependant, l'exploitant ne disposait pas du rapport de visite durant l'inspection. En revanche, il a présenté le rapport de la dernière vérification qui a été réalisée le 29 septembre 2022. Les installations sont jugées conformes dans ce rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Moyen de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2005, article 7.7.2

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien

Prescription contrôlée :

Ces équipements sont maintenus en bon état, réparés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection de installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques des ces matériels.

Les date, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les vérifications des moyens de défense contre les incendies ont été faites les 21 juin 2023 (système brouillard d'eau) et 12 octobre 2022 (extincteur). Les extincteurs défectueux et ceux ayant fait l'objet d'une alerte du constructeur ont intégralement été remplacés le 23 février 2023. Le prochain passage de vérification des extincteurs est prévu le 6 novembre 2023. En complément l'exploitant a transmis le procès verbal du 12 décembre 2019 correspondant aux derniers essais réalisés sur les hydrants (privés et publics) proche du site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Consigne de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2005, article 7.7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Présence et complétude
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique où le maintien en sécurité de l'installation,- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.- les conditions de délivrance des "permis de feu" et des permis d'intervention" visés à l'article 7.4.5.1.
Constats : La visite du site a permis de constater la présence des consignes de sécurité adéquates.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Local chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2005, article 8.2.8
Thème(s) : Risques chroniques, Registre entrées / Sorties
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité de combustibles consommés, auquel est annexé un plan général des stockages. La présence de matières dangereuses ou combustibles à l'intérieur des locaux abritant les appareils de combustion est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Constats :
L'exploitant a présenté un état des quantités de combustible consommées sur l'année.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Stockages enterrés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Etats des volumes stockés
Prescription contrôlée : « L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, auquel est annexé un plan général des stockages. « Cet état, ainsi que les documents prévus au point 3.3 de la présente annexe sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique. « Objet du contrôle : - présence d'un plan général des stockages ; - Présentation de l'état des matières stockées. »
Constats : L'exploitant dispose bien d'un état des matières stockées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 4.3.6-
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : A. Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables de ses installations (feu de réservoirs, feu de rétention, feu d'une cellule). « Le plan de défense incendie contient : - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les plans d'implantation installations, stockages extérieurs, bâtiments. Les plans font figurer l'implantation des murs coupe-feu ; - les plans des réseaux d'eau prévus à l'article R. 512-47 du code de l'environnement ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;

- le document de recensement des parties de l'installation à risques prévus au point 4.1 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 4.3.5 de la présente annexe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 2.3.5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus, lorsqu'ils existent ;

[...]

« B. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.

« Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a sensibilisé l'exploitant à la nécessité de disposer d'un plan de défense incendie au 1er janvier 2024 conformément aux dispositions prévues à l'article 4.3.6 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008. L'exploitant a indiqué qu'il dispose de plusieurs documents de sécurité incendie qui correspondent potentiellement déjà aux attendus de cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visés au point 6.2.5, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées.

Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés au point 6.2.5 est effectuée, au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW.

Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet de mesures périodiques. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence de ces produits dans l'installation.

Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme

signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Le premier contrôle est effectué quatre mois au plus tard après la mise en service de l'installation.

Pour les turbines et moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge.

Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats ne dépassent pas les valeurs limites.

Constats :

L'exploitant réalise une surveillance tous les deux ans. Le dernier contrôle a été fait le 18 septembre 2022 (rapport du 13 octobre 2022). Les résultats de mesure sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Local chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2005, article 8.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Alimentation en combustible – dispositif extérieur de coupure

Prescription contrôlée :

"Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances,
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Constats :

Le site dispose bien d'un dispositif de coupure permettant d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Son emplacement est signalé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Confinement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2005, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement du site
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur, Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Le site dispose de 2 points d'isolation des réseaux qui peuvent être fermés par une action au poste de garde notamment en cas d'alarme ou lors de dépotage. Ils peuvent également être actionnés manuellement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Local chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2005, article 8.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Issues
Prescription contrôlée : Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé.
Constats : Le local contenant les groupes électrogènes dispose de 3 issues dans des directions différentes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Local de charge

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2005, article 8.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, détection gaz
Prescription contrôlée : Le local est équipé de un ou plusieurs détecteurs d'hydrogène judicieusement disposés. La détection entraîne le report d'une alarme ainsi que l'arrêt de la Charge des accumulateurs. De plus, le fonctionnement des chargeurs est asservi au bon fonctionnement de la ventilation assuré par un contrôle de passage d'air situé dans le conduit d'extraction. L'interruption des systèmes d'extraction d'air devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme.
Constats : Le local où s'effectue la charge des batteries au plomb est bien équipé de détecteurs d'hydrogène avec un report d'alarme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Local de charge

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2005, article 8.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Détection incendie
Prescription contrôlée : [...] Le local est également équipé d'un système de détection d'incendie.
Constats : Une détection incendie est présente dans les locaux concernés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Local Fluide

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Calorifugeage
Prescription contrôlée : [...] Le calorifugeage des tuyauteries, lorsqu'il existe, du circuit frigorifique des équipements frigorifiques ou climatiques, y compris pompes à chaleur, est en bon Etat.
Constats : Les équipements contrôlés durant la visite du site disposaient bien d'un calorifugeage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Local Fluide

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 6.b
Thème(s) : Risques chroniques, contrôles d'étanchéité
Prescription contrôlée : [...] Pour les installations soumises à la rubrique 4802-1, les équipements utilisés pour la fabrication ou l'emploi de fluides (en dehors de l'emploi dans des équipements clos en exploitation soumis à la rubrique 4802-2) font l'objet d'un premier contrôle d'étanchéité selon les modalités prévues aux articles 6 et 7 du règlement (CE) n° 1516/2007 susvisé. Le résultat de ce contrôle est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : L'inspection à vérifier la complétude du contrôle d'étanchéité de deux équipements en les choisissant par sondage. Ainsi, il a pu être constaté que les équipements S5 et S6 ont fait l'objet d'un contrôle satisfaisant le 22 juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

